

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU**  
**LUNDI 13 DÉCEMBRE 2021**

**Date de convocation** : 07.12.2021

**Date d'affichage** : 07.12.2021

**Nombre de conseillers**

En exercice : 12

Présents : 11

Excusé : 1

Pouvoir : 1

Votants : 12

**Etaient présents** : Mmes FÉVRIER Florence, BRUNEAU Coralie, VAUPRÉ Sonia,  
FONTAINE Martine, EPINEAU Sandy.  
MM. RICHET Bruno, FOURNIER Didier, GOUPY Jean-Raymond,  
GARREAU Sébastien, LE ROUX Arnaud, POUSSE Romain.

Madame Sandy EPINEAU est arrivée à 21h00 et n'a pas pris part aux délibérations n°  
13122021D099 et 13122021D100.

**Absente excusée** : Mme BRIERE Marie

**Procuration** : Mme BRIERE Marie a donné procuration à Madame BRUNEAU Coralie.

**Secrétaire de Séance** : Mme VAUPRÉ Sonia

*L'an deux mille vingt et un, le treize décembre à 20h30, le conseil municipal légalement  
convoqué le sept décembre 2021, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame  
FÉVRIER Florence, Maire.*

**Ordre du jour** :

- **Demande de financement de l'Etat : rénovation et agrandissement de l'épicerie Epi Fany / rénovation énergétique de la salle des fêtes - 13122021D101**
- **Abandon de loyers au titre du mois de novembre 2020 – 13122021D102**
- **M57 : fixation du mode de gestion des amortissements / application de la fongibilité des crédits – 13122021D103**
- **Décision modificative budgétaire n°1 – 13122021D104**
- **Lotissement « Le Petit Pré » : convention de rétrocession des espaces communs – 13122021D105**
- **SIAEP de la région de Pontvallain : rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – exercice 2020 – 13122021D106**
- **Personnel communal : durée annuelle du temps de travail - 13122021D107/ mise à jour du tableau des effectifs – 13122021D108**
- **Questions diverses.**

**Ajout de deux points à l'ordre du jour :**

Madame le maire propose au conseil municipal d'ajouter les points suivants :

- **Adhésion à un groupement de commandes pour la mise en place d'un environnement numérique de travail dans les écoles de l'académie de Nantes – 13122021D100**
- **Vœu pour une application de la loi RIST adaptée aux réalités locales des hôpitaux publics de proximité 1312021D109**

**Approbation du procès-verbal du 15 novembre 2021 :**

Le conseil municipal, approuve, à l'unanimité, ledit procès-verbal.

**Décisions du Maire dans le cadre des délégations du conseil municipal – 13122021D099**

En application de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités locales, Madame le maire présente les décisions prises dans le cadre des délégations accordées par le conseil municipal par délibération en date du 28 mai 2020.

Les devis ou marchés suivants ont été signés :

15/11/2021	COUVERTURE DU BELINOIS	300 €	Réparation ardoises église
18/11/2021	LOXAM	132.42 €	Location éclairage « Saint Ouen Fête Noël »
15/09/2021	SEG	1 655.74 €	Installation vidéoprojecteurs Ecole
24/11/2021	LE 9 DANS L'ŒUF	800.00 €	Spectacle de magie "Saint Ouen Fête Noël"
25/11/2021	ATELIER DELAROUX	2 400.00 €	Honoraires étude de faisabilité agrandissement épicerie
30/11/2021	PEPINIERES DU CHAMP FLEURY	535.50 €	Arbres verger communal & parking du stade
30/11/2021	PEAN Horticulture	129.51 €	Arbres verger communal & parking du stade

Le conseil municipal prend acte des décisions prises par le Maire.

**Adhésion à un groupement de commandes pour la mise en place d'un environnement numérique de travail dans les écoles de l'académie de Nantes – 13122021D100**

L'Académie de Nantes, consciente des enjeux du numérique éducatif, a impulsé en 2013 le déploiement d'un Espace Numérique de Travail dans les écoles. En septembre 2021, 60 % des élèves des écoles publiques bénéficient d'un accès à l'ENT. Le seuil des 1000 écoles connectées a été franchi.

La crise sanitaire que nous traversons a renforcé le besoin et la pertinence d'un ENT dans le premier degré. En effet, e-primo constitue un espace de travail privilégié pour assurer une continuité pédagogique de qualité et maintenir le lien entre l'école et les familles.

L'ENT conduit l'élève à développer les compétences numériques inscrites dans les programmes qui l'amèneront à devenir un citoyen responsable, guidé par des principes éthiques de communication indispensables pour maîtriser les rouages numériques de notre société. Par ailleurs, e-primo constitue un support pour l'enseignant facilitant la préparation de la classe et la mise en œuvre de parcours d'apprentissage personnalisés.

Le prochain marché e-primo s'étendra sur la période 2022-2026.

Pour information le coût de la part collectivité était de 1,50 € HT par élève/an dans le marché 2018-2022.

Madame le maire propose donc au conseil municipal d'adhérer à ce groupement de commandes pour une période de 48 mois, soit du 19 juillet 2022 au 19 juillet 2026. La convention d'adhésion au groupement de commandes précise l'ensemble des dispositions applicables à ce marché.

Vu l'avis favorable de l'équipe pédagogique de l'école Claire Fontaine,  
Considérant l'intérêt pédagogique de l'ENT 1<sup>er</sup> degré e-primo,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- ✓ Décide d'adhérer au groupement de commandes pour la mise en place d'un environnement numérique de travail 1<sup>er</sup> degré dénommé e-primo.
- ✓ Autorise Madame le maire à signer la convention correspondante et tous les documents nécessaires à cette affaire.

#### **Demande de financement de l'Etat DETR / DSIL – 13122021D101**

Dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et / ou Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local, pour l'année 2022, les projets susceptibles d'être éligibles sont :

##### **1 – Agrandissement de l'épicerie-tabac :**

*Le montant estimatif des travaux s'élève à la somme de 150 000 € HT. S'ajouteront à cette somme tous les honoraires, frais d'études, contrôles techniques nécessaires à la réalisation de ce projet.*

##### **2 – Travaux de rénovation énergétique de la salle des fêtes « L'Audonienne » :**

*Ce projet a obtenu une subvention d'un montant de 73 200 € dans le cadre de la DSIL rénovation thermique, plan de relance, de l'année 2021.*

*La Région avait été également sollicitée dans le cadre du plan de relance régional ainsi que le Département.*

*Or par courrier en date du 22 novembre 2021, la Région nous informe que notre demande ne*

*peut aboutir, l'enveloppe allouée au plan de relance ayant été intégralement consommée. Le montant demandé en avril 2021 s'élevait à la somme 45 330 €.*

Aussi Madame le maire propose au conseil municipal de demander un complément de subvention au titre de la DSIL rénovation thermique, considérant la non obtention de l'aide régionale dans le cadre du plan de relance et l'augmentation de l'estimatif des travaux dû aux conclusions du bureau d'études techniques et à la hausse du coût des matériaux.

*L'estimatif prévisionnel des travaux s'élève à la somme de 228 700 € HT . S'ajouteront à cette somme tous les honoraires, frais d'études, contrôles techniques nécessaires à la réalisation de ce projet.*

Ces deux projets sont inscrits dans le contrat de relance et de transition écologique (CRTE) 2021-2026 de la communauté de communes de l'Orée de Bercé-Belinois.

Après délibération, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, les projets précités, décide de solliciter le concours de l'Etat et arrête les modalités de financement suivantes :

*Agrandissement de l'épicerie tabac :*

Origine des financements	Montant
Maître d'ouvrage 30%	45 000 €
DETR et /ou DSIL 50 %	75 000 €
Conseil Départemental 20 %	30 000 €
<b>TOTAL HT</b>	150 000 €

*Travaux de rénovation énergétique de la salle des fêtes « L'Audonienne » :*

Origine des financements	Montant
Maître d'ouvrage 37,65 %	86 108 €
DETR et /ou DSIL 2022 20%	45 740 €
DSIL rénovation thermique 2021 32%	73 200 €
Conseil Régional	0 €
Conseil Départemental 10,34 %	23 652 €
<b>TOTAL HT</b>	228 700 €

Le conseil municipal :

- ✓ autorise Madame le maire à déposer une demande au titre de la DETR, DSIL, DSIL relance et/ou DSIL rénovation énergétique pour l'année 2022
- ✓ atteste de l'inscription du projet au budget de l'année en cours
- ✓ atteste de l'inscription des dépenses en section d'investissement
- ✓ atteste de la compétence de la collectivité à réaliser les travaux

**Abandon de loyer au titre du mois de novembre 2020 – 13122021D102**

Madame le maire expose :

L'article 20 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour l'année 2021 a instauré un prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales et leurs groupements, qui ont consenti des abandons définitifs de loyers au titre du mois de novembre 2020, en faveur d'entreprises qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- louer des locaux qui font l'objet d'une interdiction d'accueil du public au cours du mois de novembre 2020 ou exercer leur activité principale dans un secteur d'activité mentionné à l'annexe du décret relatif au fonds de solidarité,
- avoir un effectif inférieur à 5 000 salariés,
- ne pas être en difficulté au 31 décembre 2019,
- ne pas être en liquidation judiciaire au 1<sup>er</sup> mars 2020.

L'article 20 prévoit que les abandons de loyers doivent être consentis au plus tard le 31 décembre 2021.

Le montant du PSR est égal à 50% du montant du loyer définitivement abandonné au profit des entreprises de moins de 250 salariés. Pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 250 et 5 000 salariés, le montant du PSR est égal à 50% d'au maximum 2/3 du loyer abandonné (II de l'article 20 de la LFI 2021). Enfin, le montant total des abandons de loyers ne peut excéder le plafond de 1,8 M€ par entreprise locataire.

Le loyer concerné est celui du restaurant l'Audonien d'un montant de 362,95 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,  
Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 et notamment l'article 9.

Considérant la nécessité de soutenir les entreprises impactées par la crise sanitaire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- ✓ Décide d'abandonner le loyer commercial d'un montant de 362,95 euros du restaurant l'Audonien, situé 6 place des Comtes de Belin à Saint Ouen en Belin (Siret 84379788700018) au titre du mois de novembre 2020.
- ✓ Autorise Madame le maire à effectuer les démarches nécessaires à l'exécution de cette délibération et à signer tout acte ou document se rapportant à cet objet.

**Fixation du mode de gestion des amortissements / application de la fongibilité des crédits – 13122021D103**

Madame le maire expose :

Fixation du mode de gestion des amortissements :

La mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes.

En application de l'article L2321-2 du CGCT pour les communes de moins de 3500 habitants, constituent une dépense obligatoire les dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées.

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception notamment :

- des subventions d'équipement versées qui sont amorties :
- sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
- sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
- sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Par délibération en date du 22 janvier 2010, le conseil municipal a décidé d'amortir toutes les subventions d'équipement sur une durée de 5 ans.

Ces durées d'amortissement ont été confirmées par délibération en date du 7 décembre 2020 suite au changement de mandat.

Or la durée de 5 ans semble peu adaptée au vu des équipements concernés.

L'instruction M57 prévoit que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata du temps prévisible d'utilisation.

Elle peut toutefois être aménagée dans la logique d'une approche par enjeu.

Il est ainsi proposé de maintenir la mise en œuvre de l'amortissement au début de l'exercice suivant la date de mise en service du bien, et de calculer les dotations aux amortissements en annuités pleines pendant toute la durée de l'amortissement.

D'autre part la commune amortit également les études non suivies de travaux ( compte 203) sur une durée de 5 ans ce qui ne constitue pas une obligation pour la commune de Saint Ouen en Belin.

Le compte 203, pour les communes de moins de 3500 habitants, est normalement soldé par une opération d'ordre non budgétaire sur certificat administratif de l'ordonnateur si les études n'ont pas été suivies de travaux.

#### Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre la possibilité au conseil municipal de déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Il sera proposé au conseil municipal de délibérer sur cette disposition lors de l'adoption du budget de l'exercice 2022.

Entendu l'exposé de Madame le maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide

- ✓ De fixer les durées d'amortissement des subventions d'équipement versées comme suit :
  - sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
  - sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
  - sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.
- ✓ De ne plus procéder aux amortissements des études non suivies de travaux.
- ✓ D'aménager la règle du prorata temporis pour les subventions d'équipement versées en maintenant la mise en œuvre de l'amortissement au début de l'exercice suivant la date de mise en service du bien, et en calculant les dotations aux amortissements en annuités pleines pendant toute la durée de l'amortissement.

**Décision modificative budgétaire n°1 - 13122021D104**

Madame le maire expose :

La Direction générale des finances publiques rappelle l'obligation pour toute collectivité, quelle que soit sa nomenclature, de provisionner au moins 15 % des créances douteuses telles que constatées aux comptes de tiers idoines au 31 décembre de chaque gestion.

Cette provision est réglementairement une opération semi-budgétaire (sauf vote spécifique de l'assemblée délibérante), constatée initialement par une dépense au chapitre 68 (compte 6817). Chaque année, cette provision est réévaluée, son éventuelle reprise au compte 7817 viendra budgétairement réduire les admissions en non-valeur acceptée par la collectivité.

Madame le maire demande donc au conseil municipal d'inscrire au titre de la gestion 2021 une dépense de 600 euros au compte 6817 soit 15 % du montant inscrit au budget 2021 aux comptes 6541 créances admises en non -valeur (2000 €) et 6542 créances éteintes (2000 €).

Madame le maire propose de procéder à la décision modificative budgétaire suivante :



Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-615221 : Entretien et réparations bâtiments publics	600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>600.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-6817 : Dotations aux prov. pour dépréciation des actifs circulants	0.00 €	600.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 68 : Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>0.00 €</b>	<b>600.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>600.00 €</b>	<b>600.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>0.00 €</b>		<b>0.00 €</b>	

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget communal de l'exercice 2021,

Considérant l'obligation réglementaire de procéder aux modifications présentées,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

✓ Approuve la décision modificative n°1 du budget communal de l'exercice 2021.

**Lotissement « Le Petit Pré » : convention de rétrocession des espaces communs – 13122021D105**

Madame le maire expose :

Le lotisseur Foncier Aménagement va déposer à la mairie un dossier de demande de permis d'aménager en vue de réaliser un lotissement de 11 terrains à bâtir destinés à la construction de maisons d'habitation sur un terrain situé sur la parcelle cadastrée section AD n°58 route des Trois Maillets d'une contenance de 8 150 m².

Ce projet prévoit les équipements communs tels que la voirie interne, les espaces verts et les réseaux divers.

Le lotisseur a présenté une demande à la commune tendant à ce que les équipements communs du lotissement puissent ultérieurement être classés dans la voirie communale.

La commune est disposée à accueillir favorablement cette demande à la condition qu'elle puisse sans charge pour elle, contrôler la réalisation des travaux pendant toute la durée de l'opération.

Aussi, à cette fin, il est proposé une convention de rétrocession des espaces communs du lotissement « Le Petit Pré » entre la commune et le lotisseur Foncier Aménagement.

Cette convention a pour objet de définir les modalités du contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux relatifs aux équipements communs



du lotissement qui sont énumérés ci-après et dont la prise en charge après leur achèvement est envisagée par la commune.

Equipements communs dont la prise en charge est envisagée par la commune et soumis à la présente convention :

- voirie interne
- réseaux divers (Eau potable, Eaux pluviales, Eaux usées, éclairage public),
- espaces verts
- ensemble des parcelles cadastrales constituant les espaces communs du lotissement

Entendu l'exposé de Madame le maire,

Considérant l'intérêt pour la commune de prendre en charge les équipements communs concernés,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- ✓ Approuve la rétrocession des équipements communs du lotissement « Le Petit Pré » par le lotisseur Foncier Aménagement
- ✓ Autorise Madame le maire à signer la convention de rétrocession des espaces communs avec la Sarl Foncier Aménagement.

**SIAEP de la région de Pontvallain : rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – exercice 2020 – 13122021D106**

Madame le maire demande à Monsieur Jean-Raymond GOUPY de présenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

Le rapport a été envoyé aux conseillers municipaux avec la convocation.

Le rapport a été adopté par le comité syndical le 12 octobre 2021.

Le nombre d'habitants desservis est de 9 023. Le nombre d'abonnés est de 4148 dont 511 à Saint Ouen en Belin.

Le volume d'eau mis en distribution est 509 276 m<sup>3</sup>, celui vendu de 425 564 m<sup>3</sup>. Le rendement net du réseau est 84,5 %. L'objectif de rendement Grenelle 2 est de 65,78 % pour l'année 2020. La perte en m<sup>3</sup> est de 78 849 m<sup>3</sup>.

La consommation moyenne est de 103 m<sup>3</sup>/abonné/an. Il est à noter que cette consommation moyenne est en diminution.

Le taux de conformité microbiologique et physico-chimique est de 100 %.

Le prix du service est 2,21 €/m<sup>3</sup> pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an). Le coût de l'abonnement est de 77,42 €.

Vu l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✓ Approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de l'exercice 2020 du SIAEP de la région de Pontvallain.

**Personnel communal : durée annuelle du temps de travail – 13122021D107**

Madame le maire propose à l'assemblée de revoir la durée annuelle du travail au sein de la commune afin de respecter la durée légale du travail fixée à 1607 heures.

En effet la commune déroge actuellement à ce principe en accordant 28 jours de congés annuels par l'octroi systématique de deux jours de fractionnement et par une journée du Maire.

Madame le maire soumet donc au conseil municipal la délibération suivante qui a été examinée le 23 novembre 2021 par le comité technique du centre de gestion de la Sarthe. Pour information, les représentants du personnel ont émis un avis défavorable (6 votes contre, 1 abstention et 1 vote pour), celui des représentants des collectivités un avis favorable (5 votes pour).

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant l'avis du comité technique en date du 23 novembre 2021 ;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Considérant que les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales prévues par la réglementation sont respectées ;

Madame le maire propose :

### **Article 1 : Durée annuelle du temps de travail**

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

<b>Nombre total de jours sur l'année</b>	365
<b>Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines</b>	-104
<b>Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail</b>	-25
<b>Jours fériés</b>	-8
<b>Nombre de jours travaillés</b>	= 228
<b>Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures</b>	1596 h arrondi à 1600 h
<b>+ Journée de solidarité</b>	+ 7 h
<b>Total en heures :</b>	1 607 heures

### **Article 2 : Cycles de travail**

Le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Au sein de la commune de Saint Ouen en Belin, il existe deux types de cycles :

Les cycles hebdomadaires : services administratifs et techniques.

Les cycles annualisés : ATSEM, agents d'entretien et restauration scolaire.

### **Article 3 : Garanties minimales**

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

### **Article 4 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et remplaceront toutes les délibérations antérieures relatives au temps de travail.

Monsieur Bruno RICHET déplore la perte d'acquis sociaux par les agents de la collectivité. Il propose de travailler sur la définition de sujétions spécifiques afin de réduire le temps de travail et compenser la perte des jours de congés des agents de la collectivité.

Madame le maire rappelle que la durée annuelle du travail est fixée par la loi et qu'il convient de la respecter. Elle propose plutôt de revoir le régime indemnitaire des agents.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 6 voix pour et 6 abstentions,

- ✓ Décide de mettre en place le temps de travail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées.

### **Personnel communal : mise à jour du tableau des effectifs – 13122021D108**

Madame le maire informe le conseil municipal qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs du personnel communal.

Deux modifications sont à apporter :

- La suppression de l'emploi de rédacteur validée par le comité technique du centre de gestion le 23 novembre 2021. En effet un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe a été créé par délibération en date du 12 avril 2021. Cette création a permis l'avancement de grade de l'agent occupant le poste de secrétaire de mairie à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021.
- L'augmentation du temps de travail de deux heures hebdomadaires de l'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe chargé d'accueil. Le conseil municipal, par

délibération en date du 13 septembre 2021 a décidé de porter le temps de travail hebdomadaire de l'agent de 22h30 à 24h30 à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021.

EMPLOIS										
EMPLOI/ POSTE	Temps de travail hebdomadaire de l'emploi créé		Catégorie hiérarchique			Grade (s) rattaché (s) à cet emploi	Grade de l'agent qui occupe le poste	Date de création	Emploi pourvu	Emploi non pourvu
	TC	TNC	A	B	C					
Secrétaire de mairie	35			x		CE RÉDACTEUR	Rédacteur Principal 2ème classe	12/04/2021	1	
Agent comptable	35				x	CE ADJOINT ADMINISTRATIF	Adjoint Administratif Principal 1ère classe	23/03/2018	1	
Agent d'Accueil		24.5			x	CE ADJOINT ADMINISTRATIF	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	13/09/2021	1	
ATSEM (2)	35				X	CE ATSEM	ATSEM Principal 1ère classe	23/03/2018	1	
		22			x	CE ATSEM	ATSEM Principal 1ère classe	23/03/2018	1	
Agents d'Entretien des locaux (4)		31.5			x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique Principal 1ère Classe	13/12/2008	1	
		18			x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique Principal 2ème Classe	23/03/2018	1	
		19.25			x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique	01/01/2006		1
		7			x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique	26/07/2018		1
Cuisinière au Restaurant Scolaire		31.5			x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique Principal 1ère Classe	01/02/2019	1	
Agents d'Entretien des Bâtiments Voirie Espaces Verts (2)	35				x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique Principal 1ère Classe	27/02/2004	1	
	35				x	CE ADJOINT TECHNIQUE	Adjoint technique	15/12/2017	1	
									10	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

✓ Approuve la mise à jour du tableau des effectifs présenté ci-dessus.

**Vœu pour une application de la loi RIST adaptée aux réalités locales des hôpitaux publics de proximité – 13122021D109**

L'hôpital public et notre système de santé ont été fragilisés par deux années de travail considérable, de mobilisation et de lutte quotidienne contre le virus du COVID-19, mais risquent de l'être encore davantage par l'application prochaine de la loi RIST, qui prévoit le plafonnement de la rémunération des médecins intérimaires.

Le nombre de Françaises et Français sans médecin traitant est déjà considérable, et en hausse constante. Il est inconcevable que nos établissements de santé de proximité, seuls garants de l'égalité d'accès aux soins entre citoyens aient à faire face à un risque accru de pénurie de médecins.

La recherche de médecins titulaires nécessite un traitement individualisé de chaque situation mais aussi un temps d'adaptation pour les directeurs d'établissement, et ce, d'autant plus dans les zones déjà reconnues comme sous-dotées.

L'application de la loi RIST ne sera pas repoussée indéfiniment. Pour un avenir serein de nos hôpitaux publics, des réponses pérennes et adaptées aux réalités locales de chaque territoire sont attendues.

**Les élus de la commune de Saint Ouen en Belin souhaitent interpeller :**

- **Le Premier Ministre ;**
- **Le Ministre de la Santé, Monsieur Olivier VERAN ;**
- **L'ensemble des parlementaires**

**afin :**

- **De dénoncer le plafonnement généralisé de la rémunération des médecins intérimaires des hôpitaux publics ;**
- **De demander à ce que s'applique le principe de territorialisation, privilégiant le sur-mesure et le cas par cas, afin de sauvegarder les établissements publics de proximité situés en territoires déjà sous-dotés.**

### **Questions diverses**

#### **Distribution des bulletins communaux**

Les tournées sont fixées. La distribution aura lieu à la fin du mois de décembre.

#### **Distribution des sacs de collecte des déchets**

La distribution se tiendra à la salle Audonienne de 9h30 à 12h00 aux dates suivantes :

Samedi 8 janvier  
Mercredi 12 janvier  
Samedi 15 janvier

#### **Aide au soutien de certaines cantines scolaires dans le cadre du plan de relance**

La commune a obtenu une subvention de 5 880,20 € correspondant à 100 % du montant HT des dépenses prévues pour l'achat du matériel suivant :

Un batteur mélangeur  
Un disque de coupe inox  
Une grille macédoine  
Une cellule de refroidissement  
Une armoire positive  
Des pichets en inox  
Un bac gastro et son couvercle  
Deux vitrines d'affichage

### **Vœux du Maire**

Au vu du rebond épidémique, il est décidé d'annuler la cérémonie des vœux du Maire prévue le 7 janvier 2022.

La commission communication doit se réunir prochainement afin de créer une carte de vœux.

### **Abribus régional**

Les services de la Région ont informé la commune que l'abribus de la Fouquellerie serait renouvelé et sa propriété conservée par la Région.

En outre, l'arrêt de bus situé Place des Comtes de Belin doit être mis en accessibilité. Les travaux consistent à rehausser le trottoir sur une longueur de 12 mètres. La Région finance le projet à hauteur de 70 %. L'estimatif à charge de la commune s'élève à 9 000 € HT.

### **Boulangerie**

Un habitant de la commune, boulanger de profession, est intéressé par la reprise du fonds de commerce de la boulangerie. Il envisage de s'associer avec un pâtissier.

Deux rencontres se sont tenues entre les intéressés, des représentants de la commune et pour la première, du propriétaire des murs et la deuxième du propriétaire du fonds.

Le propriétaire des murs a déclaré qu'il envisageait de réaliser des travaux de réfection de la toiture.

### **Centre communal d'action sociale**

La distribution des colis de Noël aux habitants de plus de 80 ans concernera plus de 56 personnes.

### **Vergers communaux**

Monsieur Jean-Raymond GOUPY signale que 39 élèves des classes de CP CE1 CE2 et leurs professeurs ont participé à la plantation des premiers arbres du verger communal jeudi 9 décembre.

Les enfants se sont montrés très intéressés. L'encadrement a été assuré par six adultes au total. Des supports pédagogiques seront disponibles à l'école jusqu'en février 2022.

### **Comité tourisme**

Monsieur Jean-Raymond GOUPY informe que lors de la réunion du comité tourisme, il a été décidé de modifier le tracé des chemins de randonnée afin de supprimer des portions bitumées.



### **Saint Ouen fête Noël**

Madame Coralie BRUNEAU explique que la manifestation Saint Ouen fête Noël a été annulée, suite à la réunion du 7 décembre dernier, à la demande de plusieurs participants considérant le contexte sanitaire aggravé. En effet, de nombreux stands proposaient de la restauration sur place, des jeux nécessitant la manipulation d'objets, le risque de contamination était trop important pour la maintenir.

### **Comité culturel**

Madame Coralie BRUNEAU informe qu'une rencontre est prévue le 17 janvier 2022 avec l'ensemble des intervenants du domaine culturel.

### **Comité enfance-jeunesse**

Il est à noter la difficulté de recrutement d'animateurs dans les différentes structures : crèches, locaux jeunes, accueils périscolaires.

### **Comité de pilotage centre social La Ruche**

Un questionnaire a été élaboré à destination des familles du territoire afin de connaître les activités dont elles souhaiteraient bénéficier. Six communes sur huit se sont engagées à adhérer à l'axe parentalité développé par le centre social La Ruche Laigné-Saint-Gervais.

### **Déclaration d'intention d'aliéner**

Madame Sandy EPINEAU fait remarquer l'absence de déclaration d'intention d'aliéner. En effet, elle constate, actuellement, qu'il n'y a plus de maisons à vendre dans le secteur.

### **Collecte des ordures ménagères**

La redevance de collecte des déchets ménagers va subir une augmentation de 10 % en 2022.

Il est prévu des travaux de sécurisation de l'ensemble des déchetteries.

### **Communication**

Monsieur Sébastien GARREAU regrette de ne pas avoir été informé au préalable de l'annulation de la manifestation de Saint Ouen fête Noël. En effet, il en a pris connaissance par le message diffusé sur le panneau d'affichage lumineux destiné à l'ensemble de la population.

### **Banque alimentaire**

Madame Sonia Vaupré informe que la distribution de la banque alimentaire aura lieu mercredi prochain. Une nouvelle famille bénéficie de cette aide.

Madame Sonia VAUPRÉ constate que de plus en plus de demandes d'aides émanent de familles pourvues d'emplois.

### **Pollution**

Monsieur Romain POUSSE signale que des déchets ménagers sont brûlés par des habitants et interroge sur les solutions à apporter à ces incivilités.

### **Commission de contrôle financier**

Monsieur Arnaud LE ROUX informe le conseil municipal qu'il a assisté à une journée de formation afin d'acquérir les techniques pour mettre en place des contrôles financiers des délégations des services publics de la communauté de communes : SPANC (Suez), assainissement collectif (Veolia), piscine les Bains d'Orée (Prestalis).

### **Travaux**

Monsieur Didier FOURNIER informe le conseil municipal que l'entreprise Leveillé a terminé les travaux de débroussaillage.

Des devis ont été demandés pour la réfection de la toiture et des gouttières du bâtiment central de l'école. Il ne sera pas nécessaire de reprendre l'ensemble de la toiture mais seulement une bande d'un mètre environ sur chaque pan.

### **Centre de vaccination**

L'ouverture du centre de vaccination de Laigné est prévue début janvier. Une seule ligne de vaccination sera opérationnelle, trois jours par semaine pendant deux mois.

### **Mariage**

Madame le maire présente aux conseillers municipaux le cadeau qui sera offert aux nouveaux mariés : une parure de stylos.

La séance est levée à 23h30.